



SECEF

OFFICE D'HYGIENE SOCIALE DE LORRAINE

Association

Siège social : 1 RUE DU VIVARAIS, 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Nos bureaux : 3 Rue de Turique, 54000 **Nancy** (03 83 98 65 25) | 1 Rue Saint Laurent, 54700 **Pont-A-Mousson** (03 83 81 07 73) |
16 Av. Sébastopol, 57070 **Metz** (03 87 30 24 75) | secef@secef.fr | Retrouvez nous avec toute l'actualité sur www.secef.fr

SECEF | 3 Rue de Turique, 54000 Nancy | SARL au capital de 1.000.000 Euros | SIREN 759 800 451 RCS Nancy | Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Grand Est | Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Est | Inscrite sur la liste des Experts Judiciaires près la Cour d'Appel de Nancy
Membre du groupement **Absoluce** en France et **INAA** à l'international (International Association of independant Accounting firms)



OFFICE D'HYGIENE SOCIALE DE LORRAINE

Association

Siège social : 1 RUE DU VIVARAIS, 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale de OFFICE D'HYGIENE SOCIALE DE LORRAINE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OFFICE D'HYGIENE SOCIALE DE LORRAINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :



- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son activité. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nancy, le 13 juin 2023

Le Commissaire aux comptes
SECEF

Patrick BACI

Alain MIGOT

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	254	254		
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	749 599	708 948	40 650	51 482
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	5 067 271	3 290 361	1 776 910	1 741 267
	Constructions	119 735 866	63 644 629	56 091 237	57 692 116
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	18 765 208	15 464 794	3 300 414	3 562 124
	Autres immobilisations corporelles	15 853 634	13 558 940	2 294 694	2 490 590
	Immobilisations corporelles en cours	3 368 097		3 368 097	2 395 720
	Avances et acomptes	123 869		123 869	96 116
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	2 071 211		2 071 211	223 409
	Prêts	37 525		37 525	43 877
	Autres immobilisations financières	80 463		80 463	43 418
TOTAL (I)		165 852 998	96 667 926	69 185 073	68 340 118
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	532 622		532 622	461 111
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	55 479		55 479	13 973
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	10 769 050	2 501 518	8 267 532	9 306 934
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	5 866 575	240 960	5 625 615	4 206 781
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	23 794 244	89 430	23 704 814	19 784 917
	DISPONIBILITES	59 755 836		59 755 836	58 101 608
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	253 843		253 843	170 616
	TOTAL (II)	101 027 648	2 831 908	98 195 740	92 045 942
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		266 880 647	99 499 834	167 380 813	160 386 061
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				37 525	87 296
(3) dont à plus d'un an				3 949 808	4 119 258



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 436 865	1 436 865
	Fonds propres complémentaires	6 768 685	6 763 116
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	2 210 683	2 210 683
	Fonds propres complémentaires	25 787	25 787
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	35 253 675	30 424 854
	Réserves pour projet de l'entité	31 587 148	29 600 887
	<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	Autres		
	Report à nouveau	(1 661 756)	(638 578)
	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	3 480 183	2 873 467
Fonds reportés et dédiés	Excédent ou déficit de l'exercice	3 316 409	3 578 966
	<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	3 099 000	3 380 644
	Total des fonds propres (situation nette)	50 830 530	46 675 160
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	4 457 751	4 087 178
	Provisions réglementées	1 585 816	1 580 390
	Total des autres fonds propres	6 043 567	5 667 568
	Total des fonds propres	56 874 097	52 342 728
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	1 561	1 561
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	1 154 598	853 001
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	3 107 251	3 131 347
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	25 114 835	23 289 977
	Fonds dédiés sur concours publics		
	Total des fonds reportés et dédiés	29 378 246	27 275 886
Provisions	Provisions pour risques	1 078 152	992 033
	Provisions pour charges	19 007 874	17 607 691
	Total des provisions	20 086 026	18 599 724
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	35 603 628	37 694 574
	Emprunts et dettes financières divers	182 069	129 201
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 182 141	6 264 430
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	14 202 047	13 533 338
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	272 093	396 138
	Autres dettes	1 573 787	1 961 312
	Produits constatés d'avance	2 026 678	2 188 730
TOTAL PASSIF	Total des dettes	61 042 443	62 167 723
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	167 380 813	160 386 061
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	3 316 408,74	3 578 965,75
	(1) Dont à moins d'un an	28 032 661	27 004 942
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		683

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	440	210
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations de service	6 692 961	5 154 586
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales	3 947 229	4 397 727
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	115 832 601	107 298 966
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	3 470	72
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	76 347	66 892
	dont c.f. des autorités de tarification relatives aux act. soc. et médico-sociales		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 926 181	4 699 738
	Utilisations des fonds dédiés	771 543	627 274
	Autres produits	222 461	188 337
Total des produits d'exploitation		127 526 004	118 036 074
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	1 822 381	1 724 922
	Variation de stock	(69 919)	2 335
	Autres achats et charges externes	29 819 876	25 899 790
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	6 506 455	5 875 849
	Salaires et traitements	51 762 153	45 554 093
	Charges sociales	21 654 960	20 478 981
	Dotation aux amortissements et dépréciations	6 042 504	5 863 430
	Dotation aux provisions	3 197 550	4 241 717
	Reports en fonds dédiés	2 701 847	3 437 570
	Autres charges	803 138	177 361
Total des charges d'exploitation		124 240 945	113 256 047
RES ULTAT D'EXPLOITATION		3 285 059	4 780 027



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT D'EXPLOITATION		3 285 059	4 780 027
PRODUITS FINANCIERS	De participation	120 250	53 510
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	798 667	135 138
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	248 667	59 570
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 248	
Total des produits financiers		1 169 833	248 218
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	330 390	548 667
	Intérêts et charges assimilées	1 492 274	1 206 275
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		1 822 664	1 754 942
RESULTAT FINANCIER		(652 831)	(1 506 723)
RESULTAT COURANT avant impôts		2 632 227	3 273 304
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	759 615	200 640
	Sur opérations en capital	479 107	733 052
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		26 465
	Total des produits exceptionnels	1 238 722	960 157
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	398 124	304 231
	Sur opérations en capital	39 211	296 222
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	28 249	19 999
	Total des charges exceptionnelles	465 584	620 452
RESULTAT EXCEPTIONNEL		773 138	339 705
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		88 956	34 043
TOTAL DES PRODUITS		129 934 558	119 244 450
TOTAL DES CHARGES		126 618 150	115 665 484
EXCEDENT ou DEFICIT		3 316 409	3 578 966
Part du résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		3 099 000	3 380 644
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			1 199 844
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			1 199 844
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			1 199 844
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			1 199 844



Annexe libre

Etat exprimé en euros

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31 décembre 2023, comme celui de l'exercice précédent, a une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 167 380 813 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 3 316 409 €.

1 – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les règlements ANC n°2018-06 et ANC n°2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC n°2018-06 et n°2019-04, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées ci-avant les informations significatives.

